



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté n°2026/ICPE/009 portant prescriptions complémentaires
Société AFM RECYCLAGE à Montoir de Bretagne
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 2013 autorisant la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT à exploiter à Montoir-de-Bretagne une installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux et non dangereux, traitement de déchets non dangereux par broyage, dépollution et broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant et la demande d'agrément du 3 août 2022 complétée le 17 octobre 2022 et le 24 novembre 2022 transmise par la société AFM RECYCLAGE ;

Vu les premiers résultats disponibles de surveillance environnementale en PCB et dioxines/Furanes autour de la société AFM RECYCLAGE ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 12 janvier 2026 ;

Vu les observations transmises par l'exploitant par courrier le 29 janvier 2026 ;

Considérant que les premiers résultats semblent démontrer que les activités exercées par la société AFM Recyclage peuvent être à l'origine d'émissions de PCB et dioxines/Furanes dans l'environnement, notamment dans les végétaux au voisinage du site ;

Considérant que ces données doivent cependant être actualisées et complétées :

- en effet, les investigations sur la végétation ne comportent notamment qu'une seule campagne de mesures ;
- les limites de quantification de ces premières mesures apparaissent élevées ce qui amène à d'importantes incertitudes sur les résultats de mesures ;

Considérant qu'en fonction de ces résultats, il y a lieu d'actualiser l'interprétation de l'état des milieux autour de l'établissement ;

Considérant qu'en parallèle, il y a lieu que l'exploitant étudie la possibilité de réduire ce type d'émissions de PCB et dioxines/furanes dans l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement pour acter des éléments ci-avant ;

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société AFM Recyclage désignée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement implanté à Montoir de Bretagne.

Article I.1.2. Modifications complémentaires aux prescriptions des actes antérieurs

I.1.2.1 Réalisation d'un plan de surveillance environnementale

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société AFM Recyclage transmet pour avis à l'inspection des installations classées un programme visant à instaurer une surveillance environnementale pour son site de Montoir de Bretagne pour le suivi des PCB et dioxines furannes.

Cette surveillance environnementale doit être réalisée selon les modalités définies ci-après. Plus généralement, l'exploitant s'appuiera sur le guide rédigé par l'Ineris « *Surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques, impacts des activités humaines sur les milieux* » pour la préparation et la réalisation de la campagne.

Ce plan de surveillance précise :

- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte...) ;
- la nature des milieux et le contexte local, la description du site avec la localisation des zones d'émission, y compris la description des usages potentiellement sensibles vis-à-vis de ce type de composés (zones de pâturage ou de fauche d'herbes, zones de cultures, zone d'élevages, production animales, production d'œufs, etc.) ;
- les polluants suivis, qui comporteront a minima les dioxines et furanes (PCDD/F), les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-dl) et les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi) ;
- le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse : les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par des laboratoires compétents choisis par l'exploitant.

En particulier, en fonction des matrices retenues, les prélèvements de dépôts atmosphériques doivent être réalisés conformément à la norme NF X 43-014 (2017) ou une méthode équivalente, l'analyse des contaminants dans les dépôts atmosphériques doit être réalisée conformément à la norme NF EN ISO 18073 (2004) ou une méthode équivalente, et l'analyse des contaminants dans les sols doit être réalisée conformément à la norme NF EN 16190 (2018) ou une méthode équivalente.

Les limites de quantification retenues pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur, et respecter – dans la mesure du possible- les limites de quantification indiquées dans les documents suivants en fonction des matrices retenues :

- pour les dépôts atmosphériques : Fiche Ineris sur les PCDD/F (version de juin 2025) et sur les PCB ;
- pour les sols : « Analyse des sols dans le domaine des sites et sols pollués - Synthèse des réunions du Groupe de Travail sur les Laboratoires (version du 17 janvier 2025) » ;
- pour les végétaux : « Guide pratique pour la préparation et l'analyse des végétaux consommés par l'Homme dans le contexte des sites et sols pollués (3 mai 2022) ».

Un blanc de terrain devra être réalisé pour chaque campagne de mesure et chaque matrice retenue.

- le choix et la durée des périodes de mesures ou de prélèvements, qui doivent *a minima* respecter les exigences suivantes :
 - végétaux (herbes, mousses au sol, éventuellement légumes ou fruits si présents sur un emplacement jugé pertinent) : trois campagnes de prélèvements dont 2 sur la période de mai à septembre ;
 - toute autre matrice jugée pertinente par l'exploitant en fonction du recensement des usages.
- le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre : au moins quatre points de mesure dans la zone d'influence de l'installation seront définis dont un point sur le site, ainsi qu'au moins un point témoin correspondant à des zones hors influence de l'exploitation (et non sous l'influence d'une autre installation émettrice de ces polluants). L'exploitant pourra notamment s'appuyer sur des modélisations ou d'autres moyens d'étude (conditions météorologiques en lien avec les émissaires) pour déterminer l'emplacement des points de mesure. Les points de localisation référencés 1 et 3 dans les mesures d'ores et déjà réalisées seront ajoutés dans ce choix ainsi que des points dans les zones à usage sensible recensé à proximité du site.
- les conditions météorologiques et topographiques sur le site.

Tous les choix sont dûment justifiés.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée à une hauteur de 10 m du sol, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : en dehors de toute influence topographique et / ou bâtementaire. Les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France ne pourront être utilisées que si leur représentativité a été démontrée.

La campagne de mesure est réalisée à une période pendant laquelle les conditions de fonctionnement du broyeur sont représentatives de l'activité normale de l'installation.

Pendant la campagne, l'exploitant consigne les informations relatives à l'activité du broyeur, notamment la nature et la quantité des déchets broyés, mais aussi les éventuels incidents ou anomalie d'exploitation : détonations, départ de feu, arrêt technique non-programmé, etc.

Dans un délai de 3 mois à compter de l'avis de l'inspection des installations classées, l'exploitant réalise les premières campagnes de mesures.

1.1.2.2 Actualisation de l'interprétation de l'état des milieux (et éventuel plan de gestion)

Dans un délai d'un mois à compter de la réception des résultats, les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (référence au guide de l'Ineris sur l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement dépassant les valeurs réglementaires et transmis à l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont présentés à la suite de la réception des derniers résultats dans un rapport qui reprend l'ensemble des informations nécessaires à leur compréhension à savoir :

- La présentation du site dans son environnement ;
- Le positionnement des différents points de prélèvement ;
- Les éléments descriptifs de l'activité du broyeur pendant les campagnes (nature et quantité de déchets broyés, éventuels incidents ou anomalies d'exploitation, etc.) ;
- Les protocoles et/ou normes de prélèvements et d'analyses utilisés, en précisant les limites de quantification atteintes ;
- Les résultats des blancs de terrain ; L'expression des résultats suivants :
 - La somme des concentrations mesurées par famille de polluants (PCDD/F, PCB-dl, PCBi) ; dans le cas des PCDD/F et PCBi, cette somme sera exprimée après application des facteurs d'équivalence toxique établis par l'OMS en 2005.

- La concentration individuelle de chacun des congénères, exprimée cette fois sans application des facteurs d'équivalence toxique, de façon à pouvoir établir des profils de congénères, qui peuvent par exemple s'avérer utiles pour identifier la/les sources d'émissions.
- Une comparaison des résultats de mesures :
 - par rapport aux valeurs réglementaires (si elles existent) et/ou aux valeurs guides disponibles pour le milieu considéré et/ou référentiels locaux ou nationaux ;
 - entre les points impactés et les points témoins, au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,
 - par rapport aux éventuelles campagnes déjà réalisées (évolution historique) ;
- L'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant, qui se positionne explicitement au regard de l'activité du site ;

Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion, notamment pour les végétaux (teneur en humidité de 12%) à date de l'arrêté préfectoral (Directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mai 2002 sur les substances indésirables dans les aliments pour animaux) :

- À 0,75 ng-OMS₂₀₀₅ TEQ/kg pour les PCDD/F ;
- À 1,25 ng- OMS₂₀₀₅TEQ/kg pour les PCDD/F + PCB-dl ;
- À 10 µg/kg pour les PCB-i autres que ceux de type dioxine (somme des PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 138, PCB 153 et PCB 180).

En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée le cas échéant à l'issue de la première campagne annuelle de surveillance.

En cas de mise en évidence d'incompatibilité des usages ou d'anomalie, une information de l'inspection des installations classées est réalisée dès réception des résultats et une démarche de plan de gestion est engagée avec transmission de cette étude dans un délai de 3 mois.

En l'absence de surveillance perenne proposée par l'exploitant en application de l'article I.1.2.1, l'exploitant transmet à l'issue de la première période de surveillance un positionnement sur le maintien, l'arrêt ou l'extension de la surveillance environnementale.

I.1.2.3 Étude de réduction des émissions de PCB+dioxinesfurannes

L'exploitant transmet dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique visant à limiter les émissions de PCB et dioxines/furannes issues de ses activités dans l'environnement du site avec proposition d'échéancier des différentes actions retenues à l'issue de cette expertise.

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE II.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

- 1) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-45 ;
- b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société AFM Recyclage, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune de Montoir de Bretagne.

CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Montoir de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le **13 FEV. 2026**

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Saint-Nazaire,



Eric DE WISPELAERE

